

ÉDITO

L'urgence de connaître pour agir



L'éditorial de Pierre Coopman
Rédacteur en chef de *Défis Sud*

Aujourd'hui, il ne suffit plus de dire qu'il faut changer de paradigme. Les médias ont largement expliqué que la planète va mal. SOS Faim, entre autres, a répété et étayé que les impasses des modèles agricoles et alimentaires peuvent être contournées grâce aux alternatives que représentent les agricultures familiales et les pratiques agroécologiques.

Aujourd'hui est venu le temps du plaidoyer politique et de l'action. L'information ne cesse pas pour autant : notre Baromètre des agricultures familiales continue à passer chaque année au crible les actualités agricoles et à prôner un changement de paradigme. Mais comme l'explique Marc Dufumier en introduction (page 5) de cette édition annuelle de *Défis Sud*, les arguments en faveur de ce changement « ne sont pas vraiment conformes aux intérêts des grandes compagnies privées multinationales de l'agroalimentaire, des semences dites améliorées, du machinisme agricole et des produits pesticides, dont les capacités de lobbying sont particulièrement féroces ». *Défis Sud* poursuit donc ses investigations sur ces multinationales et leurs manœuvres de mainmise sur les agricultures. Les conclusions de notre article (page 13) sont sans

appel : « Face à la puissance économique et à la capacité d'influence des grandes firmes internationales, il est nécessaire de mettre en place des outils de régulation sur cette influence. »

En d'autres termes, il s'agit de mieux connaître des adversaires puissants pour mener des campagnes de défense des agricultures familiales beaucoup plus efficaces.

C'est ainsi qu'une recherche sur les exportations des multinationales laitières européennes vers l'Afrique dévoile des pratiques de concurrence déloyale (page 25). Dans nos pages également : un reportage dans les villages du Sénégal menacés par les accaparements de terres révèle que c'est parce que les paysans ont pris connaissance de leurs droits qu'ils ont pu se défendre contre les accapareurs (page 63). Et une analyse détaillée (page 21) des programmes de l'Union européenne montre qu'elle ne tient pas ses engagements en faveur de la sécurité alimentaire des pays en développement.

En Bolivie, comme nous l'expliquent des témoins sur place (page 76), c'est parce que le gouvernement n'a pas anticipé la puissance des multinationales qu'il est aujourd'hui incapable de réaliser les politiques agricoles novatrices promises aux Boliviens.

Il est donc temps de défendre les agricultures familiales sur la base d'une expertise des politiques qui leur sont nuisibles. Cette expertise sera nécessaire pour mener à bien la Décennie de l'agriculture familiale adoptée par l'ONU, qui commence en 2019. Selon le syndicaliste et paysan malien Ibrahima Coulibaly (page 30) « il faudra se battre pour empêcher que l'agrobusiness ne se camoufle derrière le vocable de l'agriculture familiale ». Comme le conclut Marc Totté dans son article consacré aux imaginaires des agricultures familiales (page 87) « il est urgent de réagir, au risque de participer à une confrontation des ignorances ».